

Conférence Adebayo Adedeji 2023

Discours de M. Mohamed Ibn Chambas

Titre : La gouvernance, le contrat social et le développement économique en Afrique : Analyse rétrospective, projection vers l'avenir.

Honorables ministres, Excellences,

Le Secrétaire exécutif de la CEA

Je me réjouis d'être avec vous aujourd'hui et de prononcer la conférence d'aujourd'hui en l'honneur de feu le Professeur Adebayo Adedeji, l'un des secrétaires exécutifs fondateurs de la CEA. Je tiens à souligner le travail acharné et l'engagement des différentes parties prenantes impliquées dans le succès de la session d'aujourd'hui qui vise à préserver l'héritage du Professeur Adedeji. J'espère qu'à travers ces conférences commémoratives, nous pourrons animer ses idées profondes pro-humanité et panafricaines et nous fournir une base pour continuer à interroger l'histoire africaine. Permettez-moi de remercier également tous les anciens intervenants qui ont honoré ce pupitre. C'est en effet un honneur pour moi de rejoindre cette liste.

Comme vous le savez tous, nous sommes ici grâce à un homme qui a tout donné et était au service de notre cher continent. Permettez-moi de remercier le Secrétaire exécutif par intérim de la CEA, M. Antonio Pedro et tout le personnel de la CEA, qui ont travaillé sans relâche pour organiser cette conférence et la maintenir depuis 2014. L'héritage du Professeur Adedeji en tant qu'intellectuel public accompli et militant du développement en est un qui devrait être préservé dans la création de modèles pour les générations plus jeunes et futures d'Africains. Même si moi-même, je n'étais pas un élève du Professeur Adedeji, ni particulièrement travaillé directement avec lui, comme beaucoup de mes contemporains, il a toujours été disponible pour me soutenir, surtout lorsque j'étais à la CEDEAO et travaillais sur les questions économiques, sociales, politiques et culturelles africaines.

Il était, sans aucun doute, la force intellectuelle derrière la création de la CEDEAO, celui qui a rédigé la note conceptuelle de l'organisation. Vous pouvez donc imaginer ma joie, quand en tant que Président de la Commission de la CEDEAO, je l'ai reçu en tant qu'invité d'honneur spécial à l'occasion de la célébration du 30^{ème} anniversaire de l'organisation qu'il avait conçue.

Mesdames et Messieurs, cette conférence est une rétrospective de notre expérience collective en tant qu'Africains en matière de gouvernance et de développement économique, ainsi que sur la manière dont nous avons géré le contrat social entre les différents gouvernements en Afrique et les peuples d'Afrique. Je le ferai dans le but de me projeter dans l'avenir, de trouver des réponses et des solutions aux défis critiques qui entravent la gouvernance et aux défis de la réalisation d'un développement significatif touchant l'économie et d'autres domaines.

Je ne compte pas m'éterniser sur les définitions et les questions conceptuelles. Qu'il suffise de suggérer que la gouvernance consiste à tendre vers la plus grande liberté pour l'humanité. Il s'agit de la gestion de l'État vers le bien optimal des citoyens ; de réaliser le plus grand bien pour le plus grand nombre de personnes dans la société. Chaque fois que nous parlons de gouvernance, nous voulons dire que la bonne gouvernance est souhaitable, tandis que la mauvaise gouvernance ne l'est pas. La gouvernance est une forme de pacte social entre l'État et les citoyens ; entre les dirigeants et les dirigés. Lorsque cette interaction dynamique est fracturée, s'affaiblit ou s'effondre, la gouvernance se dégrade - et c'est ce que nous appelons une gouvernance médiocre ou une mauvaise gouvernance.

La gouvernance est au cœur du développement et de la transformation du continent. Il faut avant tout relever les défis de la gouvernance pour remettre le continent sur la bonne voie. Elle est à la base de la promotion d'une croissance économique rapide, de la réduction de la pauvreté et des inégalités, de la réalisation de la cohésion sociale et de la promotion de la stabilité politique et économique. Aucun pays ne peut se développer dans un contexte d'instabilité et de mauvaise gouvernance. La gouvernance est au cœur des liens entre la paix et la sécurité, le développement, l'action humanitaire et les droits de l'homme. L'intérêt porté à la gouvernance dans ce cas exige que nous construisions un leadership visionnaire qui évite la corruption, le népotisme, le sectarisme et d'autres formes de pratiques discriminatoires, ainsi que des institutions étatiques fortes et capables au service du peuple et qui protègent la société.

L'Union africaine, à travers l'Acte constitutif, la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance, l'Architecture africaine de la gouvernance ainsi que le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs (MAEP) a souligné l'importance de la gouvernance. Différents indices et rapports ont été élaborés pour mesurer la performance de la gouvernance, notamment le Rapport sur la gouvernance en Afrique (AGR) que la CEA produisait auparavant (mais maintenant produit par le MAEP), l'Indice Mo Ibrahim sur la gouvernance, l'Indice de la démocratie Freedom House, l'Indice Afro baromètre, etc.

Notre expérience en Afrique a été mitigée et souvent non fondée dans le paysage de la gouvernance. Je voudrais passer en revue et partager mes expériences personnelles avec vous en ce moment même, au cours de mes plus de quatre décennies d'engagement en matière de gouvernance en Afrique.

Rétrospective : Bref historique de la gouvernance en Afrique

Mesdames et messieurs, avec votre permission, je prends la liberté de faire un rappel historique, pour rafraîchir nos esprits sur notre parcours jusqu'à présent, pertinent pour cette conférence. Je prends comme point de départ la rencontre coloniale. Le colonialisme a exclu tous les paramètres de la bonne gouvernance. C'était une règle étrangère qui a perpétré l'oppression, l'inégalité, la division et la tension sociales, et la gouvernance de notre peuple au profit d'autres en dehors du continent. Les luttes anticoloniales visaient donc à reconquérir la dignité du peuple africain et son droit à l'autodétermination et à l'autonomie. La forme générique du colonialisme dans l'apartheid était la même. Nos chefs de file ont payé cher la lutte dans de nombreux cas.

La période d'indépendance dans les années 1960 a été une lueur d'espoir pour une gouvernance améliorée et inclusive en Afrique. Les dirigeants postcoloniaux qui ont suivi étaient pour la plupart engagés dans la transformation du continent ; en effet, l'urgence d'une croissance économique rapide et d'une transformation a pris le pas sur toute autre chose. Le développement a assumé un mantra primordial. De plus en plus, l'inclusion politique, la voix et la participation, les droits de l'homme et le pluralisme ont été progressivement érodés et compromis. Dans le processus, la démocratie multipartite a commencé à être considérée comme une distraction et les partis d'opposition comme faisant obstacle à la reconstruction des nouveaux États-nations. La gouvernance, avec ces pressions, a commencé à se détériorer à mesure que les constitutions étaient modifiées pour enraciner les régimes. Le résultat, bien que par inadvertance, a vu la montée de régimes personnalisés et de dictatures politiques.

Certes, l'Afrique a enregistré un taux de croissance économique modeste entre 1960 et 1970 et a été l'une des régions du monde à la croissance la plus rapide. Cependant, la contraction de l'espace politique et la détérioration de la gouvernance, associées aux défis économiques émergents avec la hausse des prix du pétrole dans les années 1970 et les influences extérieures des anciennes puissances coloniales qui n'étaient pas satisfaites de certains développements,

ont jeté les bases de la prochaine phase de développement de la gouvernance sur le continent africain – l'ère des soldats.

Mesdames et Messieurs, la manifestation peut-être la plus dramatique du déclin de la gouvernance en Afrique a été l'avènement des soldats qui a provoqué une vague de coups d'État successifs contre les dirigeants politiques de l'ère de l'indépendance. Ils ont justifié leurs actions en citant les difficultés économiques, la corruption, la dictature et l'oppression. Il y a eu 25 coups d'État de 1960 à 1969, en seulement une décennie. Cela s'est poursuivi au cours des deux décennies suivantes alors que le règne de l'armée s'étendait à travers le continent. Malheureusement, les défauts de gouvernance qui caractérisaient les régimes précédents ont également tourmenté les régimes militaires qui leur ont succédé. Dans certains cas, ils se sont aggravés, avec la corruption, la mainmise sur l'État et le clientélisme, devenant le mot d'ordre alors que le peuple n'avait que peu ou pas son mot à dire, la liberté d'expression étant l'une des principales victimes. La détérioration de la gouvernance s'est accompagnée d'une détérioration des conditions économiques et d'autres coups et contre-coups. La situation économique était caractérisée par des services publics peu performants, des dettes énormes, des problèmes de balance des paiements et une inflation élevée. Cette période a souvent été qualifiée de « **décennies perdues** » de l'Afrique. Dans ce contexte, nous sommes allés aux Institutions Bretton Woods – le FMI et la Banque mondiale - pour demander une assistance. Plus tôt, l'Afrique devait entrer dans les affres de la crise économique des années 1980.

La voie à suivre pour la reprise économique de l'Afrique dans les années 1980 et au début des années 1990 était très contestée. Le Consensus de Washington qui avait une approche néolibérale préconisait un processus de réforme orienté vers le marché. Une dichotomie inutile a été créée entre l'État et le marché, ce qui a donné la primauté à ce dernier. La libéralisation, la commercialisation, la privatisation et la suppression des subventions sur les produits alimentaires et agricoles et les services publics ont assumé le nouveau lexique des réformes économiques. En effet, les prêts des institutions multilatérales étaient liés aux réformes du marché. Dans de nombreux cas, les actifs de l'État ont été vendus avec une faible valeur nette, les services publics et sociaux ont été de plus en plus privatisés, avec une augmentation consécutive de la pauvreté et des inégalités en Afrique. En effet, durant ces décennies, l'Afrique était péjorativement qualifiée de « **continent sans espoir** ».

Adebayo Adedeji, à travers la CEA, est devenu une voix alternative à cette pensée néolibérale. La CEA a rédigé et produit le « Cadre alternatif africain des programmes d'ajustement

structurel pour le redressement et la transformation socio-économiques (AAF-SAP). La CEA et d'autres institutions panafricaines telles que le Conseil pour le développement de la recherche en sciences sociales en Afrique (CODESRIA) ont été au premier plan de la « bataille intellectuelle » contre le Programme d'ajustement structurel (PAS) – l'ensemble de politiques « solution unique » imposé aux pays africains sur la base du Consensus de Washington.

Je suis heureux de savoir que la CEA a continué à suivre la voie d'Adedeji en plaidant pour un équilibre entre l'État et le marché. Sans un État fonctionnel et une gouvernance efficace, le développement « reste lettre morte ». Compte tenu d'un secteur privé relativement faible et sous-développé, l'État doit être fort, capable et doit également soutenir et stimuler le secteur privé à se renforcer et poursuivre son essor afin de jouer son rôle dans le processus de développement en Afrique.

Réformes de la gouvernance depuis les années 1990

Mesdames et Messieurs, au cours des années 1990, nous avons entamé une nouvelle trajectoire qui a vu une lente adoption des réformes dans notre architecture de gouvernance. De nombreuses initiatives ont été lancées pour raviver la bonne gouvernance dans l'État africain en mettant l'accent sur le retour aux élections multipartites, aux garanties constitutionnelles des droits de l'homme, aux limites de mandat et à la liberté de la presse. Cet élan s'est poursuivi dans les années 2000 lorsque nous avons imaginé le NEPAD et le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs, ainsi que de nombreuses initiatives de la société civile visant à promouvoir la bonne gouvernance et le développement économique. On parlait d'une renaissance africaine. Les données montrent que celles-ci ont donné des résultats positifs, car des progrès ont été enregistrés sur de nombreux indicateurs de gouvernance mesurés par de nombreuses agences d'évaluation de la gouvernance, y compris l'Indice Mo Ibrahim de la gouvernance africaine publié par la Fondation Mo Ibrahim. L'ouverture des espaces civiques, l'engagement envers l'État de droit et le constitutionnalisme se sont remarquablement améliorés sur le continent.

Cette décennie a également vu la campagne mondiale pour l'annulation de la dette grâce à laquelle les dettes de nombreux pays du tiers monde, y compris celles des pays africains, ont été annulées. Nous nous souvenons tous de l'avènement de l'Initiative des pays pauvres très endettés du FMI et de la Banque mondiale. Malheureusement, deux décennies plus tard, nous semblons avoir bouclé la boucle et nous retrouvons la même situation, sinon pire. La dette africaine totale qui a été annulée dans le cadre de l'Initiative d'allégement de la dette

multilatérale était de l'ordre de 300 milliards de dollars. En 2023, nous sommes à nouveau endettés à hauteur de plus de 600 milliards de dollars.

Et encore une fois, nous demandons un allègement de la dette. De plus, des millions de nos concitoyens sont confrontés à l'insécurité alimentaire et à la pauvreté, tandis que notre population jeune en plein essor est incapable de trouver des moyens de subsistance décentes en raison du chômage. On estime que 10 à 12 millions de jeunes entrent sur le marché du travail chaque année, mais seuls 3 millions d'emplois formels sont créés. Nous sommes devenus trop familiers avec les corps de nos jeunes échoués sur les rives de l'océan essayant de fuir, ou peut-être plus exactement, d'échapper à la réalité sur le continent.

J'ai été triste d'apprendre, à la suite de la guerre en Ukraine, que nous étions tellement dépendants des importations alimentaires en provenance de Russie et d'Ukraine que le conflit menaçait la sécurité alimentaire de tout le continent. Dans le même temps, les statistiques montrent que l'Afrique abrite 65 % des terres arables restantes dans le monde. Quand il s'agit d'autres ressources, c'est connu de tous que nous sommes dotés de la même manière. Les estimations montrent que l'Afrique abrite près de la moitié de l'or mondial, 90 % du chrome et du platine mondiaux et les plus grandes réserves de cobalt, de diamant et d'uranium au monde.

Il y a de nombreuses questions auxquelles il faut répondre, mais le point clé est qu'au cours des 20 années qui ont suivi, nous n'avons pas réussi à mettre en place les réformes nécessaires des systèmes et des structures, et à corriger les comportements qui nous ont amenés à devenir des Pays pauvres très endettés (PPTE) en premier lieu. Et au cœur de cela se trouvent des systèmes de gouvernance médiocres qui n'ont pas réussi à produire des résultats des moyens de subsistance améliorés pour la population. L'incapacité à faire face aux complexités de la gouvernance a été considérée comme étant au centre du sous-développement des États africains. Les implications socio-économiques de la défaillance de la gouvernance en Afrique se reflètent facilement dans : l'insécurité accrue des vies et des biens, la spirale descendante de la qualité de vie ou du niveau de vie, les dépenses excessives de l'élite dans les projets d'éléphants blancs, la prévalence de situations menaçant l'État de droit et le manque de leadership visionnaire pour inspirer l'espoir.

Tout indique que les progrès réalisés au cours de la dernière décennie sont désormais menacés. En seulement 3 ans, entre 2019 et 2022, nous avons vu huit (8) changements anticonstitutionnels efficaces au sein des gouvernements africains. Selon l'Indice Ibrahim 2022

de la gouvernance africaine, les aspects clés de la bonne gouvernance ont soit stagné, soit décliné au cours de la dernière décennie. Par exemple, le rapport note que la sécurité et l'État de droit ont considérablement diminué au cours de la dernière décennie, près de 70 % de la population vivant dans un pays où la sécurité et l'État de droit étaient pires en 2021 qu'ils ne l'étaient en 2012. Le système judiciaire est instrumentalisé contre les opposants et les constitutions sont manipulées pour prolonger le mandat des gouvernements.

De plus, je suis sûr que nous connaissons tous les défis des conflits violents dans différentes parties du continent. Nous n'avons pas été en mesure de faire taire les armes comme prévu et les crises persistent dans de nombreuses régions du continent. Selon le HCR, au Sahel par exemple, des milliers de personnes ont perdu la vie, au moins 2,7 millions sont déplacées et plus de 13 millions sont confrontées à une crise humanitaire. En même temps, nous devons garder un œil sur ce qui se passe dans le Bassin du Lac Tchad, le Sahel, la région des Grands Lacs et la Corne de l'Afrique.

Tout comme la sécurité et l'État de droit, la participation, les droits civiques et l'inclusion ont diminué au cours de la décennie de 2012 à 2021, plus de 60 % de la population africaine vivent dans des endroits où ces indicateurs ont diminué. On ne soulignera jamais assez l'importance de la participation à tous les aspects de la gouvernance et du développement. En 1990, la CEA sous la direction du Professeur Adedeji, a convoqué la Conférence internationale sur la participation populaire au processus de redressement et de développement en Afrique. Les participants à la conférence ont déclaré dans le préambule : « Nous affirmons que les nations ne peuvent être construites sans le soutien populaire et la pleine participation des peuples ; tout comme la crise économique ne peut être résolue et les conditions humaines et économiques améliorées sans la contribution pleine et efficace, la créativité et l'enthousiasme populaire de la grande majorité de la population. Après tout, c'est au peuple que les avantages mêmes du développement devraient et doivent revenir. Nous sommes convaincus que la crise économique perpétuelle de l'Afrique sera surmontée et l'Afrique connaîtra un avenir radieux que si les structures, le modèle et le contexte politique du processus de développement socio-économique sont modifiés de manière appropriée ».

Le rétrécissement de l'espace de participation aux processus politiques, y compris la répression de la liberté d'expression et de la presse, le droit de participer à des réunions et l'engagement civique, nuisent à notre sens de la tolérance et à notre volonté de partager l'espace. Mais au-

delà du principe de la gouvernance, le rétrécissement de l'espace civique est une recette pour la crise.

En complément des mesures déjà décrites, nous avons différents enjeux contemporains à traiter. La crise climatique dévaste les communautés dans de nombreuses régions du continent. Il est vrai que l'Afrique est la moins émettrice de carbone. Mais nous sommes les plus durement touchés par les effets du changement climatique. Nous assistons à une augmentation des événements météorologiques défavorables, tels que les sécheresses, les inondations qui exacerbent les vulnérabilités des communautés à travers le continent.

Je ne peux pas relater les revers de l'économie des pays africains, sans souligner brièvement les effets négatifs ou régressifs de la pandémie mondiale de Covid-19 de 2020. La régression causée par la pandémie de Covid-19 est énorme. Des inconvénients des gains démocratiques à l'augmentation des niveaux de pauvreté et de crise économique. Selon la Commission économique pour l'Afrique (ECA Daily Bulletin 2022), « la pandémie de Covid-19 a inversé deux décennies de développement en Afrique ». De la même manière, l'édition 2021 du Rapport économique sur l'Afrique de la CEA, a constaté que la pandémie de Covid-19 « a plongé 55 millions d'Africains dans la pauvreté en 2020 et a annulé plus de deux décennies de progrès en matière de réduction de la pauvreté sur le continent ». Les pays africains risquaient de se retrouver surendettés, tandis que « les politiques gouvernementales liées à la pandémie de Covid-19 accentuaient les inégalités entre les sexes, poussant ainsi davantage de femmes dans la pauvreté ».

Se projeter dans l'avenir

Mesdames et Messieurs, compte tenu de tous les multiples enjeux évoqués, j'aimerais maintenant vous poser la question suivante : « Selon vous, comment le Professeur Adedeji aurait-il répondu à ces défis » ? Je pose cette question en sachant très bien que l'Adedeji que je connaissais aurait certainement eu une réponse à cette combinaison d'enjeux historiques et contemporains. Il n'était pas homme à se croiser les bras lorsqu'il s'agissait du développement et de l'avenir de l'Afrique. Et il aurait dirigé la recherche d'une réponse uniquement africaine qui réponde aux besoins de la population africaine vulnérable.

La bonne gouvernance est un élément indispensable de la quête d'une croissance et d'un développement économiques soutenus. Elle incarne la gestion efficace, éthique et efficiente des ressources et des institutions publiques pour répondre aux besoins des citoyens. Elle se caractérise par la transparence, la responsabilité, la participation, l'État de droit, la stabilité, la

réactivité et la prise de décision axée sur le consensus. La bonne gouvernance garantit que les politiques et les décisions publiques soient prises dans le meilleur intérêt de la communauté, tout en respectant les droits de l'homme, en promouvant la prospérité économique et en préservant l'environnement.

Le concept politique et philosophique du contrat social résonne avec les principes de gouvernance, de transparence et de responsabilité envers « le peuple ». Ainsi, l'absence des principes de bonne gouvernance - transparence et responsabilité - érode le contrat social et inhibe potentiellement la capacité du gouvernement à s'engager dans un développement économique durable. Les événements récents en Afrique de l'Ouest et du Centre – pour n'en citer que quelques-uns – indiquent clairement les ramifications / conséquences d'un contrat social érodé.

Bien sûr que la corruption est un cancer de longue date qui contribue à l'érosion du contrat social dans de nombreux pays d'Afrique. En particulier ces derniers temps, les nombreuses pressions exogènes telles que l'attaque contre la Libye, la Covid-19, le changement climatique, la guerre en Ukraine, la situation sécuritaire au Sahel et la menace posée par le terrorisme international et les groupes extrémistes sont encore plus cancéreuses.

En outre, ces pressions exogènes ont mis en évidence l'ampleur de l'enjeu auquel est confrontée l'Afrique et sa quête de développement - et la nécessité pour les pays de développer et de maintenir des institutions solides par le biais de règlements politiques capables de répondre efficacement aux défis et de mieux se préparer à une reprise résiliente – ceci passe clairement par plusieurs niveaux et trajectoires de développement dans les pays d'Afrique – quelles que soient les différences régionales ou contextuelles. Ainsi, la nécessité d'une bonne gouvernance et d'un contrat social renouvelé en tant que catalyseur du développement économique est devenue plus urgente.

La nécessité de freiner les Flux financiers illicites est tout à fait pertinente dans le développement africain contemporain. Aborder ce problème, ainsi que la corruption, du moins à mon avis, est un problème international, étant donné la nature transfrontalière des flux de capitaux illicites et le rôle des professions qui permettent la corruption et les flux de capitaux illicites transcendant les frontières et les juridictions. Dans le contexte africain, la reconnaissance de la nécessité d'institutions transfrontalières fortes sur le continent et d'un cadre collectif pour y remédier devrait être la voie à suivre.

Selon moi, l'intérêt doit être porté sur la conception initiale d'une approche centrée sur l'Afrique aux problèmes de l'Afrique telle que conçue par les rédacteurs du cadre AAF-SAP - tout comme la pensée d'Adedeji et l'approche de la CEA sur les PAS. Les institutions doivent s'appuyer sur la notion de concepts propres à l'Afrique, les mesures et la reconnaissance des problèmes au sein du continent.

Les événements récents soulignent la nécessité pour l'Afrique de diriger le développement de ses propres institutions qui résonnent avec les concepts et les matrices de l'Afrique. La récente baisse de cote de la plupart des pays africains par Moody et un certain nombre d'agences de notation basées en Europe et en Amérique du Nord a de graves répercussions sur la quête de l'Afrique de s'engager auprès des institutions mondiales et de graves conséquences sur la croissance économique et le développement. Il s'agit d'un appel clair lancé à l'Afrique, suite à l'héritage d'Adedeji et de la CEA, d'établir ses propres cadres institutionnels, suffisamment puissants pour tracer la ligne des engagements. Des institutions fortes sont cependant développées sur la base d'une bonne gouvernance, d'un contrat social exécutoire, du respect des libertés fondamentales et des droits de l'homme et d'un environnement pacifique, suffisamment propice à la croissance économique et au développement.

Mesdames et Messieurs, à court et à moyen terme, je prévois une augmentation rapide de l'influence et de l'omniprésence de la technologie, en particulier des Technologies de l'information et de la communication, mettant en évidence la question de la sécurité des données. Ces outils offriront plus d'opportunités d'engagement et de croissance de formes non traditionnelles d'acteurs de la société civile pour participer au processus de gouvernance. Certes, le changement climatique jouera un rôle encore plus important dans la façon dont nous gérons la formulation des politiques et la diplomatie internationale alors que le discours penche de plus en plus vers les énergies renouvelables. Il y aura de nouvelles questions complexes auxquelles l'Afrique devra répondre concernant la manière dont l'énergie peut être accessible à des millions de pauvres sans mettre en danger la Terre.

Mesdames et messieurs, pour conclure cette conférence, je vous transmettrai sept (7) priorités clés qui, à mon avis, doivent être prises en compte si nous voulons faire face avec succès aux complexités de la gouvernance, du contrat social et du développement économique du 21^{ème} siècle.

1. Participation massive à la gouvernance et à la promotion de la responsabilité

De nouveaux systèmes doivent être développés pour tirer parti de la technologie et d'autres moyens et ainsi permettre une large participation de la population à la gouvernance à tous les niveaux. En plus de la gouvernance au niveau national, les organismes régionaux et continentaux doivent encourager la participation de la population, y compris dans les processus de formulation des politiques et de la responsabilité. Notre système de gouvernance doit être inclusif, participatif et habilitant. Les élections doivent être transparentes, crédibles et généralement acceptables pour les citoyens en tant que mécanisme de succession politique et de changement de leadership. Les élections doivent refléter les souhaits du peuple. Les limites des mandats doivent être prises au sérieux et discutées aux niveaux national, sous-régional et continental.

2. Autonomiser les jeunes et les femmes – Faîtes leur de la place

La population africaine est majoritairement composée de jeunes et de femmes. De nombreuses études ont montré comment leur inclusion pourrait être un boom ou un fléau. Des investissements importants doivent être faits pour autonomiser les jeunes et les femmes et leur donner une place dans le processus de développement. De cette manière, nous pouvons mobiliser leurs énergies, leurs compétences et leurs capacités pour une transformation rapide de l'Afrique. Malheureusement, une plus grande catastrophe pourrait encore frapper l'Afrique à l'avenir, si la vague actuelle de migration de certains de ses meilleurs mains d'œuvre et cerveaux se poursuit. La jeunesse africaine doit se voir accorder une place légitime dans le leadership de nos pays respectifs. Elle représente une grande partie de notre démographie ; elle doit donc être autorisée à diriger également.

3. Promouvoir le panafricanisme

Dans notre monde complexe en évolution rapide, continuer dans nos états actuels individuels ne fait que nous mettre à la merci de forces puissantes qui se tiennent prêtes à tout moment à nous extraire pour leurs propres avantages. Il y a un dicton africain qui dit : « Si tu veux aller vite, vas-y seul, mais si tu veux aller loin, allez-y ensemble ». Dans ce cas, aller seul ne nous aide même pas à aller vite. Nous devons accélérer les idéaux du panafricanisme et briser les barrières qui nous séparent et nous affaiblissent individuellement. Une Afrique unie est notre meilleure chance de surmonter les obstacles et de créer une Afrique prospère pour l'avenir. Cela exige que la libre circulation des personnes, des biens et des services accompagne notre initiative panafricaine de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf).

4. Faites-vous des amis, gardez des alliés mais poursuivez d'abord les intérêts de l'Afrique.

Si nous agissons ensemble, nous n'avons aucune crainte de nous faire des amis ou des alliés en dehors du continent. Mais nous devons toujours agir dans notre propre intérêt en tant qu'Africains avant tout. C'est notre contrat social avec notre peuple. Concernant la dynamique externe, nous devons renégocier certains des accords de décolonisation et certaines relations persistantes de notre passé, l'adéquation ou l'insuffisance des institutions après la seconde guerre mondiale qui nous ont été léguées. Alors que la dynamique externe n'a théoriquement pas besoin d'être totalement négative, il n'y a pratiquement aucun exemple en Afrique dans lequel des efforts externes ont réussi à aider/alimenter l'un des États membres de l'Union africaine vers une prospérité partagée.

5. Tirer parti de la transition énergétique.

Les experts continuent de nous avertir de la trajectoire dangereuse dans laquelle se dirige le monde. Nous semblons être au bord d'une catastrophe climatique. Cela a nécessité une lente transition vers les énergies renouvelables. Heureusement, l'Afrique dispose des ressources nécessaires pour faciliter cette transition. Nous avons du cuivre, du lithium, du cobalt, du nickel, du manganèse, du graphite, du zinc et des terres rares. Actuellement, la RDC représente à elle seule plus de 70 % de toute la production mondiale de cobalt. Pendant ce temps, le Zimbabwe et la Namibie sont estimés avoir les plus grandes réserves de lithium au monde. Comme vous le savez, ceux-ci sont essentiels pour la production de batteries pour véhicules électriques. En matière d'énergie solaire, l'Afrique possède 60 % des meilleures ressources solaires du monde selon l'Agence internationale de l'énergie. Nous pouvons en tirer parti pour produire de l'énergie propre pour des millions de personnes à travers l'Afrique et au-delà.

6. Créez un état d'esprit et une attitude positifs.

Les esprits et les attitudes sont responsables des résultats de tous les efforts de développement. Ce que les gens perçoivent d'eux-mêmes et de l'environnement extérieur influence dans une large mesure ce qu'ils peuvent réaliser par eux-mêmes. L'esprit est comme le logiciel de votre téléphone. Sans cela, le matériel ne peut rien faire. Nous devons investir dans la création d'un ensemble de valeurs et de principes, un état d'esprit collectif qui favorise la croissance et le développement, défende l'intégrité et l'honnêteté. Cela devrait être un pilier crucial de notre résilience et de notre triomphe à l'avenir.

7. La ZLECAf et le commerce intra-africain

Enfin, l'un des travaux en vue de la réalisation de l'Agenda 2063 est la Zone de libre-échange continentale africaine. Rob Davies, au cours de l'édition 2021 de la conférence Adedeji, nous rappelle les avantages attendus de la ZLECAf, qui sont mieux appréciés en comparant les volumes des échanges en Afrique, avec ceux de l'Union européenne et de la région de l'ANASE. La ZLECAf devrait entraîner une augmentation du commerce intra-régional - de seulement 17 % du commerce total qu'il représente actuellement à un niveau approchant celui d'autres régions prospères ; 31 % en Amérique du Nord, 59 % en Asie ou 69 % en Europe.

Sans aucun doute, une gouvernance efficace et un contrat social solide sont essentiels à la réussite de la mise en œuvre de la ZLECAf. En créant un environnement propice aux affaires, en promouvant l'inclusion sociale, les gouvernements peuvent créer un environnement propice au commerce et promouvoir le développement économique et la stabilité sociale en Afrique. Cependant, il est important d'affirmer sans équivoque que nos objectifs de commerce intra-africain ne seront pas atteints si nous n'avons pas la capacité de production des biens et services nécessaires aux échanges souhaités. Pour intensifier le commerce intra-africain, nous devons également intensifier la production de biens et de services.

Mesdames et messieurs, certains d'entre nous ici peuvent avoir de grandes ambitions. Ils veulent voir l'Afrique côtoyer les géants du monde ou prendre son envol et hisser son drapeau comme un symbole de civilisation et de puissance. C'est bien d'avoir ces ambitions, mais notre peuple veut juste de l'eau, de la nourriture, un logement décent, de l'éducation et des soins de santé. Ils veulent vivre dans la paix et la tranquillité où ils peuvent exploiter leur potentiel. Vous avez un contrat contraignant pour pourvoir ces besoins et vous devez respecter votre part du contrat.

J'ai récemment accepté la responsabilité du Haut Représentant de l'Union africaine pour faire taire les armes. Dans ma position, j'espère soutenir stratégiquement les efforts de résolution des conflits et des guerres qui ont ralenti le développement du continent et nous ont empêchés de réaliser l'Afrique que nous voulons. À cet égard, j'espère que nous pourrons établir des partenariats essentiels pour atteindre notre objectif d'une Afrique pacifique, stable et sûre d'ici 2030.

Je vous remercie de votre aimable attention.